

Grandes manœuvres au Caucase du Sud

par **Gaïdz Minassian**

Gaïdz Minassian, docteur en sciences politiques, est chercheur au Groupe d'analyse politique – Défense/Relations internationales/Sécurité à l'université Paris X-Nanterre. Son dernier ouvrage paru s'intitule *Caucase du Sud, la nouvelle guerre froide* (Paris, Autrement, 2007).

Au-delà de l'enjeu bilatéral, l'affrontement entre Moscou et Tbilissi a profondément modifié la physionomie du Caucase du Sud. Les relations entre Arménie et Azerbaïdjan s'en trouvent peut-être plus intégrées dans un agenda où la Russie pèse davantage. Le triangle Moscou/Ankara/Téhéran est également revalorisé, alors que la présence américaine s'estompe. La Russie a incontestablement marqué des points dans la région, mais le Caucase du Sud n'est pas à l'abri d'autres soubresauts.

politique étrangère

La guerre des Cinq jours entre la Russie et la Géorgie a considérablement modifié le visage du Caucase du Sud. Si la démonstration de force de la Russie a fragilisé le pivot régional qu'est la Géorgie, interface incontournable des économies locales, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont vécu la percée militaire russe comme le début d'une ère nouvelle. Cette redistribution des cartes sud-caucasiennes profite aux deux puissances voisines, la Turquie et l'Iran, leur neutralité dans le conflit leur ayant permis d'accroître leur influence sur une zone disputée. Dans sa quête de puissance, la Russie entend reprendre la main sur l'ensemble des processus de désenclavement de la région, et fermer ainsi la parenthèse « américaine » dans le Caucase du Sud. Ce défi géopolitique ouvre la voie à de grandes manœuvres¹.

Les conditions d'une nouvelle restructuration

L'onde de choc de la guerre des Cinq jours a aussitôt été ressentie en Arménie et en Azerbaïdjan, premières victimes des dommages collatéraux. État enclavé, l'Arménie a perdu 90 % de ses approvisionnements et s'est empressée de dépêcher des techniciens en Géorgie pour participer à la

1. B. Jancilova et M. Frichova, « Russia's Disinformation Campaign over South Ossetia », *Central Asia-Caucasus Analyst*, vol. 10, n°16, 20 août 2008.

réparation des infrastructures du pays et assurer le fonctionnement de son économie. L'Azerbaïdjan a fermé ses oléoducs en direction de la Géorgie et transféré son pétrole vers un autre pipeline russe situé plus au nord. Aux premières heures de la guerre, les présidents arménien et azéri, Serge Sarkissian et Ilham Aliev, qui se trouvaient à Pékin pour l'ouverture des Jeux olympiques, ont réagi avec retenue. L'Arménie, alliée de la Russie au sein de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC)², mais pays ami de la Géorgie, a appelé à un règlement politique de la crise. L'Azerbaïdjan, allié de la Géorgie mais partenaire économique de la Russie, a demandé à « ses amis russe et géorgien de se réconcilier ». La Russie n'en attendait pas plus, et n'a pas pris ombrage du refus de son allié arménien de reconnaître l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Face à la reconnaissance du Kosovo par les Occidentaux, la Russie n'a d'ailleurs jamais associé le Haut-Karabakh³ à ses menaces de reconnaître l'indépendance des deux provinces séparatistes de Géorgie. Moscou rejette toute comparaison entre ces trois conflits, et sa ligne de conduite se fonde sur une lecture à géométrie variable de l'intangibilité des frontières et de l'autodétermination des peuples. Ainsi la Russie peut-elle entraîner Arméniens et Azéris dans des grandes manœuvres pour recouvrer son *leadership* à la faveur d'un nouvel agenda régional.

À la recherche d'un leadership russe

La nouvelle politique transcaucasienne de la Russie rompt avec deux décennies de diplomatie passive en direction des trois États. Le Caucase du Sud, comme l'Asie centrale, est redevenu une priorité stratégique et économique pour retrouver une position dominante sur tout l'espace post-soviétique, à commencer par la zone des trois mers – Baltique, Noire et Caspienne. Cette politique s'inscrit dans ce qu'Yves Boyer nomme une « stratégie de pénétration globale⁴ » de l'ensemble des circuits économiques et politiques internationaux.

2. L'Arménie est membre de l'OTSC, bras armé de la Communauté des États indépendants (CEI). Outre l'Arménie, l'OTSC comprend la Russie, la Biélorussie et les Républiques d'Asie centrale à l'exception du Turkménistan. La Russie compte trois bases en Arménie : Gumri (Nord), Abovian (près d'Erevan), Meghri (Sud). Soit un total d'environ 5 000 hommes.

3. Le Haut-Karabakh est une province majoritairement arménienne rattachée à l'Azerbaïdjan par Staline en 1921. En 1988, les Arméniens de la Région autonome se sont soulevés contre Bakou, provoquant des pogroms contre les Arméniens dans plusieurs villes d'Azerbaïdjan. La crise a dégénéré en conflit puis en guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan lors de la chute de l'URSS. Entre 1991 et 1994, cette guerre a fait près de 5 000 morts dans les rangs arméniens, 35 000 morts chez les Azéris. En 1994, un cessez-le-feu a été signé sous l'égide de la Russie puis de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE devenue OSCE). Un groupe de contact dit « Groupe de Minsk » a été créé au sein de l'OSCE pour régler cette question.

4. Y. Boyer, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), *Journée d'études. Actes du 2 octobre 2007* : « Le projet de puissance de la Russie : enjeux, réalités et implications stratégiques ».

Dans le Caucase du Sud, les Russes visent avant tout à lancer de nouveaux projets de désenclavement régional supplantant l'ensemble des processus en cours qu'ils ne maîtrisent pas ou peu : Moscou ne veut plus prendre le risque d'être limitée par des textes entérinant un partage des responsabilités dans la région. Ses projets sont de nature aussi bien politique – normalisation avec l'Azerbaïdjan, affaiblissement du régime en Géorgie⁵, intégration de l'Arménie – qu'économique – nouvelles lignes ferroviaires et contrôle des hydrocarbures. À Moscou, si l'on a intégré l'idée que le Caucase du Sud n'a désormais plus rien à voir avec l'ancienne impasse soviétique, on n'en refuse pas moins d'assister bras croisés à un basculement pro-occidental qui verrait la région devenir une sorte de carrefour pro-américain entre l'Europe et l'Asie. La Russie dispose aujourd'hui de moyens économiques suffisants pour reprendre en main l'isthme caucasien et en faire un carrefour sous domination de son capitalisme d'État. Ce mouvement d'ensemble procède d'une volonté de créer les contours d'un espace eurasiatique homogène susceptible d'entraîner dans son sillage l'ensemble des acteurs régionaux. C'est pourquoi Moscou fait comprendre que son plan de désenclavement pourrait profiter aussi bien aux trois pays du Caucase du Sud qu'à la Turquie, à l'Iran, ou même à l'Union européenne (UE), au détriment des États-Unis.

Cette reprise en main du Caucase du Sud n'a en effet de sens que si les Russes parviennent à réduire la présence américaine dans la région. Depuis une vingtaine d'années, la stratégie américaine a consisté à prendre appui sur des problématiques régionales. Il en va ainsi de l'alliance avec la Géorgie démocratique ; du dialogue arméno-turc financé par le Département d'État américain ; du contrôle des hydrocarbures de l'Azerbaïdjan ; mais aussi du conflit du Haut-Karabakh à la charge du groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) présidé par les États-Unis, la Russie et la France. Pour les Russes, l'heure est venue de mettre un terme à cette stratégie de pénétration américaine en suivant quatre objectifs : stopper les processus en cours, désactiver les leviers américains en repoussant progressivement Washington en marge, proposer de nouvelles perspectives aux acteurs impliqués et neutraliser tout autre processus régional.

Les Russes entendent réduire la présence américaine dans la région

La présence américaine en Géorgie constitue donc le premier levier à désactiver. Aux yeux des Russes, la guerre des Cinq jours a compromis le

5. R. E. Hamilton, *Russia's Strategy in the War Against Georgia*, Washington, DC, Center For Strategic and International Studies, « Critical Questions », 14 août 2008.

processus d'adhésion de la Géorgie à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Le régime de Mikhaïl Saakachvili est sorti affaibli de la crise, amputé de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Moscou a signé des accords de défense avec Soukhoumi et Tskhinvali et déploie dans les deux régions une forte présence militaire. La Russie joue donc la carte du pourrissement de la situation en Géorgie et parie sur une dégradation des rapports entre l'opposition et M. Saakachvili, puisque, selon Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères russe, « la Russie n'a pas de problème avec les Géorgiens mais avec leurs autorités ».

La Russie veut également supplanter les États-Unis dans le règlement du problème entre l'Arménie et la Turquie, deux États sans relations diplomatiques. Depuis 1993, Ankara a fermé sa frontière avec Erevan en solidarité avec l'Azerbaïdjan et en réponse à l'attachement arménien à la reconnaissance du génocide de 1915. Depuis la chute de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), les Américains ont beaucoup investi dans la résolution de ce dossier. La Russie a tardé à réagir mais, considérant qu'un projet de reconnaissance du génocide par Washington risquait de séduire la société arménienne et que cette normalisation sous égide américaine pouvait faire pencher le Caucase du Sud vers les États-Unis, elle a fait du dialogue arméno-turc une priorité de son agenda. Elle a imposé son calendrier diplomatique à l'Arménie de S. Sarkissian, élu en février 2008. C'est à Moscou que le président arménien, lors de son premier voyage à l'étranger en juin 2008, a publiquement invité son homologue turc, Abdullah Gül, à se rendre à Erevan le 6 septembre 2008 afin d'assister au match de football Arménie-Turquie comptant pour les éliminatoires de la Coupe du monde de 2010. À cette *diplomatie du football* s'est conjugué l'accord d'Erevan sur la proposition du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan de créer une commission mixte d'historiens pour réconcilier les deux pays avec leur passé. Jusqu'alors, l'Arménie avait toujours rejeté cette proposition. Comme au bon vieux temps du dégel soviéto-turc, Moscou étudie directement avec Ankara la réouverture de la frontière arméno-turque dans l'espoir de sortir l'Arménie de son isolement tout en contenant le nationalisme arménien⁶.

Autre sujet d'importance pour les Russes : l'Azerbaïdjan doit revenir dans leur sphère d'influence⁷. Il faut donc neutraliser les nouveaux projets

6. La Russie veut aussi sortir Erevan de l'isolement dû à la rupture des liens avec ses bases en Arménie depuis la guerre des Cinq jours. Tbilissi refuse tout survol de son espace aérien par l'aviation russe pour acheminer ravitaillements, hommes et équipements en Arménie. Voir E. Danielyan, *Georgian Transit Ban Hinders Russia Military Presence in Armenia*, « Eurasia Insight », disponible sur Eurasianet.org, 10 octobre 2008.

7. A. Mir-Ismaïl, « Russian-Azerbaijan Relations: Time For A Grand Bargain », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 5, n° 189, 2 octobre 2008.

énergétiques des Américains qui auraient la particularité de contourner le territoire russe. Moscou n'a jamais pris son parti des pipelines Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), Bakou-Tbilissi-Soupsa (BTS) et Bakou-Tbilissi-Erzurum (BTE)⁸ en activité ou en construction. Et en opposition à Nabucco, nouveau projet de gazoduc soutenu par Bruxelles et Washington et censé relier l'Asie centrale à l'Europe, les Russes construisent le South Stream. Moscou a mis la main sur l'exploitation des gisements d'Asie centrale et bloqué les négociations sur le statut de la Caspienne, interdisant tout projet transcasprien. Or, l'Azerbaïdjan court inlassablement après un statut de territoire de transit énergétique pour conforter son indépendance et maintenir son rythme exceptionnel de croissance. Il faut donc également séduire Bakou. Après avoir scellé un partenariat économique en juillet 2008 avec la visite de Dmitri Medvedev à Bakou, Moscou a proposé à l'Azerbaïdjan d'acheter l'ensemble de son gaz disponible aux prix internationaux.

Enfin, la Russie veut reprendre l'offensive sur le Haut-Karabakh, n'ayant jamais admis la prise en charge du conflit par l'OSCE. Pendant 16 ans, la Russie a gagné du temps : sa position n'était pas assez forte pour qu'elle impose sa conception de la paix. Elle a également joué de l'inflexibilité de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan pour faire traîner les négociations. Or, sous les pressions occidentales, Bakou et Erevan ont finalement dessiné les contours d'un protocole d'accord en 2007, appelé *processus de Madrid* : retrait arménien des territoires azéris, référendum sur le statut de la province, déploiement d'une force internationale et retour des réfugiés. Mais la Russie, dont la position s'est consolidée depuis, a choisi ce moment pour changer de cours. Elle a organisé un sommet arméno-russo-azéri à Moscou⁹, en novembre 2008, en minimisant la présence des deux autres coprésidents du groupe de Minsk. Elle a obtenu de Bakou et d'Erevan la première signature conjointe d'un document sur le Haut-Karabakh, selon lequel les deux parties s'engagent à trouver une solution politique au conflit. Elle n'est plus hostile à l'élargissement du format des négociations à d'autres acteurs, comme la Turquie¹⁰. Tout comme elle s'oppose, à l'instar de l'Iran, à un éventuel déploiement de troupes internationales dans la région, hypothèse qui figure sur le document de travail du groupe de Minsk. Un changement de cap qui accrédite l'idée d'un agenda régional.

8. Deux oléoducs : BTC et BTS ; et un gazoduc : BTE.

9. R. Stepanian, « Russia Hopes to Host Key Armenian-Azeri Summit », *Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL)*, 21 octobre 2008.

10. J.-Ch. Peuch, *Are Russia and Turkey Trying to Alter the Nagorno-Karabakh Peace Process Format?*, « Eurasia Insight », disponible sur *Eurasianet.org*, 26 septembre 2008.

La régionalisation de l'agenda russe

La guerre des Cinq jours a été l'occasion d'apprécier la stabilité des relations entre la Russie, la Turquie et l'Iran. Leur coopération régionale désormais étroite rompt avec une longue période de méfiance mutuelle. La neutralité des Turcs et des Iraniens dans ce conflit surgissant à leurs portes a même conforté la Russie dans l'idée d'accélérer la cadence des échanges avec ces puissances régionales, en les intégrant dans plusieurs projets de désenclavement du Caucase du Sud. Ankara, Téhéran et Moscou trouvent dans le Caucase du Sud un terrain propice à la construction d'un monde multipolaire, considérant que le théâtre d'anciennes rivalités devrait demeurer une zone de partage marquée par les trois civilisations slave, turque et persane, sans céder un pouce à un quelconque intrus venu d'Occident.

La diplomatie d'autonomisation de la Turquie à l'égard des États-Unis favorise les plans de la Russie. Ankara a multiplié les démarches visant à conforter son influence dans la région¹¹. La confiance avec la Russie étant rétablie, la Turquie ne s'opposerait plus à la participation de l'Arménie à la création d'une ligne ferroviaire Bakou-Tbilissi-Kars. Après deux mois de réflexion, le président A. Gül a accompli une visite historique en Arménie, donnant un coup de fouet à la levée du tabou arménien dans la société turque. Un geste fortement symbolique prolongé par une rencontre, fin septembre, entre les trois ministres des Affaires étrangères turc, arménien et azéri sur le Haut-Karabakh, en marge de la 63^e Assemblée générale des Nations unies¹². La Turquie suit une logique multilatéraliste lorsqu'elle propose la création d'une Plateforme de coopération et de stabilité dans le Caucase du Sud. L'Arménie et l'Azerbaïdjan ont salué cette initiative. La Russie également, après avoir obtenu d'Ankara la garantie que les États-Unis n'en feraient pas partie. Seule la Géorgie s'est opposée à cette démarche en raison de son contentieux avec Moscou.

L'Iran propose lui aussi un système de sécurité régionale

À l'écart de cette proposition, l'Iran ne renonce pas à jouer un rôle stabilisateur en proposant à son tour la création d'un système de sécurité régionale. Fort du coup porté par les Russes à l'alliance américano-géorgienne¹³, le

11. E. Danielyan, *Turkey Pushes for more Nagorno-Karabakh Talks Amid Warming Ties With Armenia*, « Eurasia Insight », disponible sur *Eurasianet.org*, 29 septembre 2008.

12. J. C. K. Daly, « Turkey Acts As Caucasian Peacemaker », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 5, n° 188, 1^{er} octobre 2008.

13. *Idem*, « Iran Gains from Georgian Confrontation », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 5, n° 199, 17 octobre 2008.

président iranien Mahmoud Ahmadinejad a offert sa médiation dans les différents conflits du Caucase du Sud. Mais le bras de fer qui l'oppose à la communauté internationale sur son programme nucléaire fragilise sa position. À Washington, les plans de destruction des sites sensibles iraniens sont toujours sur la table. Téhéran se méfie également d'Israël. La menace qui pèse sur Téhéran est inversement proportionnelle à sa participation à l'économie mondiale. Or l'Iran, qui détient les deuxièmes réserves mondiales d'hydrocarbures, a un besoin urgent d'acheminer ses richesses énergétiques vers les marchés européens¹⁴. Pris en tenaille entre l'Irak et l'Afghanistan en guerre, il lui reste la route du Nord-Ouest – Turquie et Caucase du Sud – pour relancer son économie. Partenaire fragile de la Russie, Téhéran a signé plusieurs accords de coopération avec ses voisins du Nord. Iraniens, Russes et Azéris ont finalisé le projet d'une ligne de chemin de fer reliant leurs trois pays. L'Iran et l'Arménie développent leurs infrastructures. Après le gazoduc, place à une autoroute et une voie ferrée dont les tronçons arméniens sont sous contrôle russe¹⁵. Concernant la Géorgie, Téhéran avance au coup par coup et ménage Tbilissi, imputant aux États-Unis la responsabilité des tensions avec la Russie. Enfin, l'Iran négocie avec la Russie une adhésion pleine et entière à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), tout comme elle discute avec Moscou de projets de pipelines vers l'UE, via l'Azerbaïdjan et la Russie.

Les enjeux de la mutation

Ce mouvement de fermeture aux influences occidentales en est encore à ses débuts. Loin d'être achevé ou assuré, il soulève dès à présent trois questions. Le régime de M. Saakachvili court-il le risque d'être renversé à Tbilissi ? Le dossier géorgien peut-il briser l'unité du camp occidental ? La paix fragile entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabakh sera-t-elle maintenue, alors que les attentes des États-Unis et de la France ne correspondent pas nécessairement à celles de la Russie ?

De la survie du régime de Saakachvili

En Géorgie, l'union sacrée a longtemps régné derrière le président Saakachvili. La Géorgie ne s'est pas effondrée. Ce n'est pas un *État*

14. K. Nazer Yasin, *Iran: Is Tehran Interested In Making An Energy Exports-For-Nuclear Concessions Deal?* « Eurasia Insight », disponible sur *Eurasianet.org*, 2 octobre 2008.

15. E. Danielyan, « Iran to Supply Armenia with Gas and Armenia to Export Electricity to Iran », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 5, n° 187, 30 septembre 2008. Lire aussi le quotidien arménien *Azg* (« Nation »), n° 181, daté du 3 octobre 2008. La Banque de développement asiatique a accordé un crédit de 1,5 million de dollars (M\$) pour l'étude des travaux sur le chemin de fer reliant l'Arménie à l'Iran. Lire encore S. Avoyan, « Asian Bank Interested in Armenia-Iran Rail Link », *RFE/RL*, 21 octobre 2008. D'après le Premier ministre arménien, la construction de cette ligne ferroviaire devrait coûter au moins 1 Md\$.

échoué. Plusieurs raisons expliquent ce maintien des institutions nationales. Le traumatisme de la déroute est encore fort dans la société et les esprits sont encore tournés vers la survie et la reconstruction¹⁶ du pays : l'heure des comptes n'est pas encore arrivée même si l'opposition a pu organiser le 7 novembre 2008 à Tbilissi sa première manifestation rassemblant 10 000 personnes contre le pouvoir en place. Le régime de M. Saakachvili est solidement installé dans le pays. Les élections présidentielles et législatives de janvier et mai 2008, quelques mois avant la guerre, avaient renforcé son autorité dans le pays. L'opposition n'est pas unifiée, et sans leader national il n'y a pas d'alternative sérieuse à Tbilissi. La guerre contre la Russie a discrédité la Géorgie mais ses infrastructures pétrolières (BTC, BTS et BTE) n'ont pas été endommagées. Américains et Européens lui ont apporté un franc soutien, confortant son ancrage à l'Ouest. Malgré ces indicateurs favorables à son maintien, Mikhaïl Saakachvili a pris plusieurs risques. Sa crédibilité en Occident est largement entamée. Nombreux sont les observateurs et les dirigeants à condamner son aventure contre la Russie. On doute de sa sincérité¹⁷ et on le présente comme un joueur irresponsable. Même si le président se défend d'avoir enclenché les hostilités, plusieurs dirigeants géorgiens remettent en question ses capacités à diriger un État. L'ancienne présidente du Parlement, Nino Bourdjanadzé, est la seule personnalité susceptible à terme de fédérer l'opposition autour de l'idée d'élections générales anticipées. Cette revendication constitue le point central du long calendrier de protestation que l'opposition s'est fixé. Celle-ci veut inscrire son action dans la durée sans être soupçonnée de faire le jeu de la Russie, un argument longtemps utilisé par M. Saakachvili et ses partisans qui voyaient dans la moindre remise en question de son autorité le signe d'une conspiration orchestrée par Moscou. Le retour de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud sous autorité géorgienne est plus que compromis et plusieurs générations seront nécessaires pour effacer la haine entre Ossètes et Géorgiens. Fragilisée, la Géorgie a pris le risque, en cas d'échec des négociations avec la Russie, d'être déstabilisée par ses minorités arméniennes et azéries du Samtskhe-Djavakhétie et de Kvemo-Kartli, qui ont des velléités d'autonomie. Avec ses voisins arménien et azéri, le ton est moins condescendant. Et ce qui était refusé avant la guerre devient soudainement acceptable, comme par exemple la construction d'une nouvelle route entre Batoumi, en Adjarie, et

16. La conférence des pays donateurs a annoncé une aide de 3,4 milliards d'euros sur trois ans pour aider la Géorgie (UE : 880 millions d'euros [M€], États-Unis : 750 M€, Japon : 151 M€ et le FMI : 750 M€, plus quelques autres pays comme la Norvège et l'Ukraine). Le secteur privé s'est associé à cette aide publique, à hauteur de 640 M€.

17. « Did Saakashvili Lie? The West Begins to Doubt Georgian leader », *Spiegel*, édition en ligne, 15 septembre 2008.

l'Arménie¹⁸. Le moral et les infrastructures de l'armée géorgienne sont lourdement endommagés. Cette guerre a pointé l'existence de liens militaires entre la Géorgie, les États-Unis et Israël¹⁹. L'Allemagne, poids lourd au sein de l'organisation atlantique, a jugé prématurée l'attribution à la Géorgie du statut de candidat officiel à l'entrée dans l'OTAN, dossier qui sera examiné en décembre 2008. Dans ces conditions, M. Saakachvili n'a plus la maîtrise du calendrier et le destin de son pays lui échappe en partie.

De la division des diplomaties occidentales

Depuis les accords franco-russes signés les 12 août et 8 septembre 2008, les Européens sont des acteurs à part entière dans le Caucase du Sud, région qu'ils considéraient comme secondaire voici peu de temps encore. La mission d'observation qu'ils conduisent en Géorgie aux abords des deux provinces ouvre une nouvelle page dans la Politique européenne de voisinage (PEV). Les États-Unis ont, quant à eux, maintenu leurs liens étroits avec la Géorgie en participant à hauteur d'un milliard de dollars (Md \$) à la reconstruction du pays.

Contrairement à des craintes quelque peu alarmistes, le scénario à *la géorgienne* a épargné l'Ukraine. La Russie n'ignore pas que tout déplacement de la crise internationale sur un autre terrain serait contraire à ses intérêts, raffermissant l'unité du camp occidental. C'est bien ce que les Russes entendent éviter. Ils tiennent à leur interdépendance avec l'Europe et comptent sur leur amitié avec la France, l'Allemagne et l'Italie notamment, pour ménager la position des 27 à leur égard. Aussi se réjouissent-ils de constater que la mission de l'UE en Géorgie est dirigée par un Allemand et un Français, et que Bruxelles a désigné un représentant spécial en Géorgie, le Français Pierre Morel, alors que les Européens comptaient déjà un représentant spécial en la personne du Suédois Peter Semneby, très critique envers les Russes dans la crise géorgienne. Dans la perspective de la conférence de Genève, les Russes n'ont pas voulu prêter le flanc à d'éventuelles critiques de Bruxelles, dans l'hypothèse où ils auraient tenu des positions radicales sur les rapports de la Géorgie avec l'OTAN. Ils n'ont pas non plus insisté auprès de leurs alliés de l'OTSC pour qu'ils reconnaissent l'indépendance

Le scénario « à la géorgienne » a jusqu'ici épargné l'Ukraine

18. Visite officielle du président S. Sarkissian en Géorgie. Dépêche de l'Agence officielle arménienne, *Armenpress*, Tbilissi, 30 septembre 2008, reprise dans *Azg*, 1^{er} octobre 2008.

19. Y. Melman, « Georgia violence/A frozen alliance », *Haaretz*, 11 août 2008, disponible sur *Haaretz.com* ; « Israel's Olmert to Travel to Moscow next Web », *International Herald Tribune*, 28 septembre 2008 ; « Israel Turns over Jerusalem landmark to Russians », *International Herald Tribune*, 7 octobre 2008.

de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Ils ont salué la coopération entre l'Arménie et la Géorgie, et signalé que les exercices Cooperative Longbow/Lancer-2008 de l'OTAN en Arménie²⁰ ne les préoccupaient aucunement. Ces différentes attitudes ont trop souvent été vues en Occident comme des revers de la diplomatie russe. Mais Moscou s'inscrit dans la durée. Si elle n'avait aucune raison de tenir un discours agressif avant la réunion de Genève, elle excluait d'entrer dans un processus de Genève qu'elle ne maîtriserait point. D'où le fiasco prévisible de la conférence, largement compromise par ailleurs par la confusion autour de l'identité et du titre des participants aux pourparlers et la précipitation de son organisation. Russes et Européens ont laissé entrouverte la porte des négociations. Ainsi l'exigent leurs intérêts communs.

Cependant, les Occidentaux ne sont pas tombés dans le piège tendu par les Russes ; et sur trois dossiers, Européens et Américains ont saisi la portée des grandes manœuvres russes dans la région et sont passés à la contre-attaque. En écho à la proposition du président russe D. Medvedev de créer un nouveau système de sécurité en Europe²¹, le président français Nicolas Sarkozy a émis le souhait, au nom de l'UE, de tenir avant la fin de l'année 2009 un sommet de l'OSCE, en insistant sur le rôle des États-Unis dans la sécurité européenne²². Dans un souci d'équilibre, il a par la même occasion proposé à la Russie de créer un « espace économique commun » avec l'UE. Deuxième exemple, les États-Unis ont eu l'occasion de mesurer les premiers signes d'un rapprochement entre la Russie et l'Azerbaïdjan, lors d'une visite du vice-président Dick Cheney à Bakou, le 4 septembre : non-respect du protocole à l'arrivée de la délégation américaine et annulation du dîner officiel de clôture de la visite²³. Pour masquer les apparences d'un éventuel froissement, Matthew Bryza, secrétaire-adjoint au Département d'État chargé des Affaires européennes et eurasiennes, et coprésident du groupe de Minsk, s'est rendu à Bakou le 18 septembre, où pour la première fois, il a publiquement déclaré que « les États-Unis reconnaissent l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Azerbaïdjan et [que] ce sera toujours ainsi²⁴ ». Washington cherche avant tout à donner à l'Azerbaïdjan des garanties sur la solidité de son partenariat en échange de l'engagement de Bakou à réaliser le projet Nabucco, remis en question par quelques voix azéries.

20. Quelques semaines avant ces manœuvres de l'OTAN, l'Arménie a participé aux exercices de l'OTSC appelés « Roubey 2008 », qui se sont déroulés en plusieurs phases au cours de l'été 2008, soit avant et après la guerre des Cinq jours. Le dernier volet des manœuvres a eu lieu en Arménie. Elles ont impliqué des troupes de la Russie, de l'Arménie et du Tadjikistan.

21. G. Gleason, « The Russo-Georgian War and Great Power Politics », *Central Asia-Caucasus Analyst*, vol. 10, n° 18, 17 septembre 2008.

22. Nicolas Sarkozy, discours à la *World Policy Conference*, Évian, 8 octobre 2008.

23. « Bakou en campagne présidentielle et en pleine introspection », *Central Asia & Caspian Intelligence*, n° 37, 27 septembre 2008.

24. Déclaration de Matthew Bryza à la *BBC*, édition russe, 9 octobre 2008.

Les Occidentaux savent que l'Azerbaïdjan pratique la surenchère avec tous les membres du groupe de Minsk pour qu'ils exercent des pressions sur la position d'Erevan. Mais Washington et Bruxelles tiennent également à associer l'Arménie au désenclavement régional pour contrecarrer les plans russes. Ils relancent l'idée d'un *peace pipeline* entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, en étudiant la possibilité de faire passer le projet Nabucco par Erevan²⁵. Par la même occasion, États-Unis et UE appellent à un règlement rapide de la question du Haut-Karabakh²⁶ et refusent d'entendre parler d'un autre format de négociation.

De la paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

L'affaiblissement de la Géorgie a renforcé l'autorité de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan dans la région. La maturité avec laquelle ces deux jeunes États ont traversé la crise géorgienne a accru leur crédibilité auprès de la communauté internationale. Et pourtant l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont vu dans le coup de force russe une chance de régler la question du Haut-Karabakh.

Leur neutralité dans la guerre des Cinq jours a surpris. Le président S. Sarkissian n'aurait pas autorisé la Russie à utiliser ses bases en Arménie pour participer à la contre-attaque contre la Géorgie. Le président I. Aliiev, dont le pays est membre de l'organisation régionale Géorgie-Ukraine-Azerbaïdjan-Moldavie (GUAM) n'a pas daigné se rendre chez son partenaire géorgien pour lui témoigner son soutien, contrairement au président ukrainien Viktor Ioutchenko, accouru au chevet de son ami.

En réalité, cette pondération cache de part et d'autre une triple inquiétude. Après la guerre des Cinq jours, les armes peuvent-elles parler à nouveau dans le Haut-Karabakh²⁷ ? À la lecture des événements en Géorgie, tout recours à la force pour résoudre ce conflit paraît exclu ou risqué. Depuis deux mois, le président I. Aliiev a rompu avec sa rhétorique guerrière, admettant qu'il « exist[e] aujourd'hui de bonnes conditions préalables à la résolution du conflit, conformément aux intérêts de toutes les

25. S. Abbasov, *Azerbaijan: Potential Pipeline Deal Could Help Settle Nagorno-Karabakh*, « Eurasia Insight », disponible sur Eurasianet.org, 30 septembre 2008.

26. R. Stepanian, « Karabakh Deal "Possible" in 2008 », *Armenialiberty.org*, 20 octobre 2008. Déclaration de Daniel Fried, secrétaire d'État-adjoint américain, *RFE/RL*, 20 octobre 2008.

27. Rappelons que le 6 mars 2008, des incidents armés ont éclaté sur le front nord-est du Haut-Karabakh, près du district de Martakert, entre soldats azéris et arméniens. On dénombre des morts de chaque côté. Les Arméniens auraient repoussé une offensive azérie lancée au moment où leur gouvernement imposait l'état d'urgence dans la capitale, après les affrontements entre forces de l'ordre et manifestants à la suite de l'élection de Serge Sarkissian, le 19 février – lequel était accusé de fraudes électorales massives. Il avait remporté le scrutin avec 53 % des voix. Levon Ter-Petrossian, ancien président, était arrivé deuxième avec près de 21 % des suffrages.

parties et aux principes du droit international » – sans les citer. Sa réélection à la tête du pays le 15 octobre – une formalité très critiquée par le rapport de la mission d'observation (UE, Conseil de l'Europe, OSCE) – lui donne les moyens de régler ce conflit par des voies pacifiques.

L'indépendance du Haut-Karabakh est-elle à l'ordre du jour ? À Erevan, on fait remarquer que la présidence du groupe de Minsk a valorisé l'autodétermination, en reconnaissant soit l'indépendance du Kosovo (États-Unis, France), soit celle de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud (Russie). Par fidélité à Moscou, l'Arménie n'a toujours pas reconnu l'indépendance du Haut-Karabakh, mais elle appelle la troïka à reconnaître aux autorités de Stepanakert le droit de s'asseoir à la table des négociations. À Bakou, cette perspective reste inenvisageable tant que l'Arménie n'a pas amorcé son retrait de la zone de sécurité en territoire azéri. Mais surtout, ce sont les propos équivoques de D. Medvedev sur la distinction qu'il opère entre « souveraineté » et « intégrité » qui inquiètent les autorités azéries. En fait, Arméniens et Azéris continuent de penser que Russes et Américains utiliseront la carte de l'indépendance du Haut-Karabakh comme moyen de pression.

L'indépendance du Haut-Karabakh est-elle à l'ordre du jour ?

Comment est appréhendé le rôle de la Turquie ? À Erevan, la politique d'ouverture à l'égard de la Turquie répond à plusieurs motivations. En pleine tempête géorgienne, l'Arménie utilise le langage de la raison et, comme pour la Turquie, les chancelleries occidentales saluent ce geste courageux. Erevan se félicite dès lors d'avoir évité les sanctions des Occidentaux en réponse à l'écrasement de la tentative de révolution « de couleur » en mars 2008 qui a fait dix morts et provoqué l'arrestation de plusieurs dizaines d'opposants. Elle se réjouit d'avoir coupé l'herbe sous le pied de l'opposition favorable au dialogue avec Ankara et ne boude pas non plus son plaisir d'avoir fissuré le mur turco-azéri. Mais Erevan court un double risque dans cette affaire. Elle légitime l'ambition turque de s'impliquer davantage dans la question du Haut-Karabakh et compromet l'action de sa propre diaspora en faveur de la reconnaissance du génocide, notamment par les États-Unis, puisque l'heure est au dialogue arméno-turc et non aux résolutions sur le passé. Quant à l'Azerbaïdjan, il tire un bénéfice évident de l'implication de la Turquie dans ce dossier au nom d'une traditionnelle amitié. Mais la perspective d'une réouverture de la frontière arméno-turque sans règlement définitif de la crise du Haut-Karabakh rendrait caduque sa stratégie d'isolement de l'Arménie. D'où la surenchère azérie auprès des Américains et des Russes.

La bataille pour le contrôle des mers Caspienne, Noire et Baltique et de leurs accès s'est intensifiée avec la guerre des Cinq jours. Et « la guerre du Haut-Karabakh n'est pas terminée », a rappelé le président arménien, alors que l'Azerbaïdjan va consacrer 2 Md \$ à sa politique de défense en 2009. Depuis la visite de Gül en Arménie, rien n'a changé dans les relations bilatérales. Erevan a manifesté quelques signes d'impatience, reconsidérant sa participation à une commission mixte d'historiens et exhortant la Turquie à ouvrir sa frontière. Quant aux Russes, qui ont mis trois siècles à conquérir le Caucase, ils défendent désormais leurs intérêts par les armes. Il semble prématuré de s'avancer sur la réussite du vaste plan de Moscou, tout comme il est difficile d'affirmer que les Russes ont ouvert tous les chantiers de leur ambition. Leur grille de consolidation se heurte à celle des Américains, et la confrontation risque de durer longtemps sur fond de rhétorique de guerre froide. Mais une chose se précise aujourd'hui : ce sont les Russes qui maîtrisent désormais le calendrier. Ils ont repris la main et c'est peut-être le principal enseignement que l'on peut tirer de cette guerre éclair. Les Russes inscrivent leur progression dans la durée et vont chercher à montrer un visage respectable pour mieux avancer au coup par coup sans concession majeure. Aux Occidentaux de redoubler de vigilance. Si le spectre de la guerre semble s'être éloigné, sans pour autant disparaître, le Caucase du Sud n'est pourtant pas à l'abri d'autres soubresauts : quels seront les effets de la crise financière mondiale dans les relations internationales, dans les rapports américano-russes et sur les trois économies sud-caucasiennes ? Comment la communauté internationale va-t-elle gérer la question du nucléaire iranien, à l'heure du rapprochement entre la Russie et l'Iran dans la région, et au moment où montent les inquiétudes sur d'éventuelles frappes américaines ou israéliennes sur Téhéran ? Quel impact aura la montée de l'islamisme radical en Azerbaïdjan au moment où le Caucase du Nord bascule dans la violence en Ingouchie, alors que la stabilité est précaire en Tchétchénie et au Daghestan voisins ? Enfin, quelle sera la stratégie caucasienne de la prochaine administration américaine ?



MOTS CLÉS

Russie
Géorgie
Arménie
Azerbaïdjan
Iran

